Dossier "Pour un monde durable", magazine Biocontact novembre 2010

L’économie durable est-elle possible ?

Un article de Michel JULIER

mardi 2 novembre 2010

L’économie non régulée, système foncièrement instable, pousse à une croissance aveugle et destructrice. Pourtant, des outils peuvent stabiliser l’économie ou limiter les destructions. Actuellement dans les mains des banquiers, la politique monétaire joue un rôle central : les Etats devraient reprendre le contrôle de leur monnaie et aller vers une plus grande autosuffisance.

Sommaire de cet article

- La destruction de l’environnement
- L’économie non régulée est instable et destructrice
- Les outils pour l’environnement
- Une économie plus stable
- La non-neutralité de la monnaie
- La création monétaire publique
- La création monétaire privatisée
- L’instabilité à l’échelle mondiale
- Comment donc réformer l’économie ?

Le terme « économie durable » peut désigner :

– un système économique (libéral ou autre) qui engendrerait des comportements qui protègent l’environnement ;
– un système dans lequel les échanges économiques restent assez équilibrés pour ne pas aboutir à la misère d’une classe de la population ou au pillage des pays pauvres par des pays riches. Dans le premier cas, on parle essentiellement d’environnement, dans le deuxième, on parle d’économie. Mais ces questions sont liées : un pays touché par la famine n’est pas en mesure de protéger son environnement à long terme.

La destruction de l’environnement

De tout temps, les activités humaines ont abîmé l’environnement, parfois modérément, parfois au point de faire disparaître des civilisations (par exemple dès l’Antiquité, à cause de la salinisation de terres cultivables par une irrigation mal contrôlée en climat aride).

Un objectif raisonnable consiste à utiliser des ressources non renouvelables (comme les minerais métalliques ou les pierres de construction) mais sans les gaspiller inutilement, à protéger les ressources renouvelables (fertilité de la terre, stocks de poissons…) et à polluer le moins possible : cela pour assurer une longue vie à notre civilisation.

Malheureusement, notre société est très destructrice, et ce pour plusieurs raisons :

– la Révolution industrielle a fourni une énergie décuplée (avec le charbon et le pétrole), et qui nous donne un pouvoir destructeur absolument inédit ;
– la population mondiale n'a jamais été aussi importante, en partie grâce aux possibilités offertes par la Révolution industrielle ;
– l'hégémonie actuelle du néolibéralisme (doctrine qui refuse toute régulation du capitalisme) qui augmente sans cesse les inégalités et exige une croissance économique infinie pour n'offrir aux plus pauvres que la survie.

L'économie non régulée est instable et destructrice

Depuis que les hommes s'échangent des richesses, et en particulier de l'argent, certains sont plus riches que d'autres. Les riches pouvant louer ou prêter contre intérêts ce qui leur est superflu, leur richesse ne cesse d'augmenter, parfois sans travailler. Inversement, les pauvres devant emprunter le minimum vital (le logement, le champ, l'outil de travail), leur travail n'arrive généralement pas à les enrichir, hormis quelques personnes plus chanceuses ou habiles que les autres. L'augmentation des inégalités est donc la règle dans toute économie non régulée : cela est intenable et source de graves troubles sociaux.

Dans des économies traditionnelles, agricoles et peu monétarisées, il peut s'écouler des décennies, voire des siècles, avant que la situation ne devienne critique. Mais, dans les sociétés urbaines où l'argent est omniprésent, le processus est bien plus rapide car certains biens indispensables (comme le logement) sont achetés par ceux qui possèdent l'argent et les pauvres doivent louer ou acquérir à crédit ces biens indispensables dont le prix est donc devenu élevé.

Les actifs tentent alors de compenser leurs dépenses de loyers et de crédits par une productivité maximale (l'ouvrier, en cumulant deux emplois, l'agriculteur en s'équipant de machines plus efficaces…) : **c'est la quête d'une croissance infinie pour compenser l'augmentation continue des inégalités**. Or la croissance économique entraîne une destruction croissante de l'environnement car elle correspond à une hausse exponentielle de la production, malgré les progrès techniques qui ne peuvent rivaliser avec les quelques pourcents d'amélioration qu'ils apportent occasionnellement.

L'économie non régulée, pilotée par la recherche égoïste du profit immédiat, vise donc une croissance aveugle, sans la moindre considération pour l'environnement, sinon de façade.

La mondialisation (avec la standardisation et la cotation en continu) aggrave encore cette course à la croissance, en générant des transports inutiles et en amplifiant considérablement la concurrence, ce qui réduit les bénéfices des entreprises et les contraint à gagner en productivité, augmentant alors la consommation de ressources naturelles.

Les outils pour l'environnement

La société peut instaurer divers moyens pour protéger l'environnement contre la cupidité, l'égoïsme ou la simple ignorance des individus : moyens plus ou moins autoritaires selon l'urgence de la situation et l'ampleur de l'effort à consentir.

Dans le monde néolibéral, le réflexe est de proposer des outils d'ordre économique : taxe sur l'énergie, mise aux enchères de « permis de polluer », aide publique pour les économies d'énergie. Ces outils ont certes une efficacité, mais aussi des limites : les taxes sont souvent peu dissuasives

pour les riches et les aides inaccessibles aux pauvres.

Les actions directes sont parfois plus utiles : interdiction de produits polluants, information du public ou des entreprises, fixation de règles d'urbanisme, adoption de normes ou de lois, signature des traités internationaux… Sans oublier l'action des simples citoyens, par leurs choix quotidiens, leur implication dans des mouvements écologistes ou leur action devant les élus ou les tribunaux pour exiger l'application des lois de protection de l'environnement.

Une économie plus stable

Les dérives d'une économie non régulée ont été observées depuis des millénaires et, quelquefois, des sociétés ont tenté de lutter contre l'accumulation du capital et le surendettement des plus pauvres.

L'encadrement du crédit a ainsi pu exister : limitation des taux d'intérêts, du montant ou de la durée des crédits, annulation périodique des dettes (tous les 50 ans, dans la Bible), faillite personnelle accordée aux personnes surendettées, ou même interdiction par les grandes religions du prêt contre intérêts.

Plus récemment, on a connu des politiques de redistribution des richesses par la fiscalité sur le patrimoine ou les revenus, avec des taux d'imposition progressifs.

Enfin, certaines lois ont parfois protégé les plus pauvres en leur garantissant le minimum vital (eau, logement, santé) et en les défendant des plus puissants (lois « anti-trust »).

La non-neutralité de la monnaie

Les économistes néolibéraux (ou « monétaristes ») expliquent que la monnaie n'est qu'un outil intermédiaire qui n'influe pas sur les échanges réels de richesse. Mais ce mythe de la « neutralité de la monnaie » est grossièrement faux !

Jusqu'ici, nous avons supposé que la monnaie était un bien préexistant et éternel, simplement échangé entre les hommes, comme des pièces d'or dans un monde où les mines d'or seraient épuisées. Ce cas correspondrait à une absence totale de politique monétaire. Nous allons maintenant analyser les politiques monétaires réelles et leurs conséquences.

La création monétaire publique

De tout temps, les rois ont « battu monnaie », c'est-à-dire attribué arbitrairement une valeur à une pièce métallique.

De même, les républiques ont repris le contrôle des banques centrales, qui émettent la monnaie (en France, cela ne date que de 1945), ce qui revient à pouvoir émettre de la monnaie sans contrepartie car l'Etat n'a aucune raison de rembourser l'argent qu'il « emprunte » à sa propre banque centrale.

Ce système apporte une stabilité à l'économie, constatée pendant les Trente Glorieuses [1]. Stabilité de l'activité économique car, en cas de ralentissement économique, les rentrées fiscales diminuent, le déficit de l'Etat augmente, déficit « emprunté » (dette comptable de l'Etat envers la banque centrale, mais comme celle-ci appartient à l'Etat, la dette n'est jamais remboursée et ne donne lieu à

aucun versement d'intérêts) et donc transformé en émission monétaire (fabrication de monnaie supplémentaire). Or l'injection d'argent (hausse de la masse monétaire) suscite de nouvelles activités qui compensent le ralentissement économique.

Stabilité aussi des inégalités, d'abord parce que l'argent injecté bénéficie aux actifs et non aux épargnants. Mais aussi parce que l'émission monétaire peut induire de l'inflation (hausse des prix). L'inflation suscite de l'anxiété car elle a parfois atteint des niveaux déraisonnables, mais il ne s'agit pourtant que d'un impôt sur l'épargne, dont la valeur réelle diminue avec l'inflation, ce qui limite l'accumulation d'argent, alors que le niveau des salaires suit à peu près l'inflation.

Avec un système économique stable, la croissance infinie n'est plus nécessaire, l'environnement a donc une chance. Mais tout dépend des priorités de l'Etat.

Ainsi, pendant les Trente Glorieuses, l'Etat aurait pu investir dans les économies d'énergie et la protection de l'environnement mais, bien au contraire, il a privilégié l'équipement industriel, la forte natalité et l'investissement militaire.

La création monétaire privatisée

Après la chute du système monétaire de Bretton Woods [2] en 1971, les banquiers ont efficacement milité pour un système qui leur attribue une part essentielle du pouvoir de l'Etat. En effet, ils ont obtenu le privilège incroyable d'émettre la monnaie, à la place de l'Etat !

Sous prétexte que les gouvernements peuvent émettre de la monnaie de façon excessive (via un déficit public excessif, financé par la banque centrale), les banquiers ont indiqué qu'il fallait retirer ce droit à l'Etat et interdire aux banques centrales de prêter de l'argent aux Etats. Cette règle a été instaurée en France par une loi de 1973 et dans la zone euro par le traité de Maastricht.

Depuis, les banquiers sont les seuls à fabriquer de l'argent. Dès qu'ils accordent un prêt à un particulier, à une entreprise ou à un Etat devenu un emprunteur comme un autre, ils fabriquent de l'argent, tout simplement en écrivant le montant sur le compte de l'emprunteur (en face, ils inscrivent la reconnaissance de dette de l'emprunteur).

En réalité, une faible fraction de l'argent créé est tout de même émise par la banque centrale : l'argent retiré en espèces, les « réserves obligatoires » (2 % du montant des comptes courants), et les liquidités (négligeables) du trésor public ; cet argent est d'ailleurs prêté aux banques à un taux d'intérêt bien inférieur aux taux pratiqués par les banquiers. Notons aussi que des règles de solvabilité limitent la création monétaire par les banques, mais qu'elles sont actuellement peu efficaces.

Les résultats de cette nouvelle politique monétaire sont bien éloignés des promesses :

– l'Etat, désormais endetté, doit augmenter les impôts et abandonner certains services publics. L'intérêt public est donc remplacé par l'intérêt financier de sociétés multinationales ;
– les inégalités augmentent : les particuliers et les entreprises s'endettent de plus en plus, des entreprises font faillite et le chômage augmente, alors que les grandes fortunes et les financiers n'ont jamais été aussi riches ;
– la maîtrise de l'inflation protège le patrimoine des plus riches ;
– la création monétaire par les banquiers est incontrôlée : environ 10 % par an (hors crise financière). Cet argent ne finance plus la création d'activités mais est investi dans des biens spéculatifs, dont la valeur augmente de façon irrationnelle (bulles financières) : immobilier, produits

financiers… La bulle immobilière entraîne le bétonnage en règle du territoire ;
– les banquiers se sont adjugé un pouvoir sur les Etats, qui leur permet d'exiger l'abrogation des outils qui régulaient le libéralisme.

Ainsi donc, pour éviter le spectre imaginaire de l'inflation, on a instauré un système dans lequel la démocratie est bafouée par le pouvoir arbitraire des banquiers, avec des conséquences intenables.

L'instabilité à l'échelle mondiale

Il n'est pas évident a priori que les inégalités entre les pays puissent augmenter comme celles entre les habitants d'un pays. En effet, on pourrait penser que chaque pays cherche à être essentiellement autosuffisant et n'échange que les biens dont il peut raisonnablement disposer.

Pourtant, le libéralisme s'est étendu au niveau international, souvent avec l'aide d'une force militaire, de dirigeants corrompus ou d'institutions (dont le FMI) qui étranglent les pays sous prétexte de les aider. Des pays s'endettent alors, en monnaie étrangère, auprès d'autres pays ou de banques étrangères : situation sans espoir de solution.

Déjà en Europe (zone euro), entre pays partageant une monnaie contrôlée par les banquiers, certains pays s'enrichissent (l'Allemagne) pendant que d'autres s'endettent (la Grèce ou le Portugal) car les mécanismes d'ajustement intra-européens ne compensent plus l'augmentation des inégalités entre pays.

La situation est pire encore pour les pays du Sud, que les pays riches pillent de leurs ressources (minerais et énergie, production agricole, main-d'œuvre presque gratuite), jusqu'à la terre agricole elle-même, pendant que la dette continue à augmenter : un drame social et écologique.

Cette situation internationale débouche sur des issues violentes : famines et autres catastrophes humanitaires, guerres civiles, montée des fanatismes, terrorisme international, révolutions qui apportent rarement le bien-être à la population. Et, lorsqu'un pays s'en sort, les pays riches maintiennent parfois leur pouvoir par la force, comme au Chili avec le coup d'Etat de Pinochet contre Allende avec l'appui des Etats-Unis.

Comment donc réformer l'économie ?

Au plan national, le plus urgent est de restaurer la création monétaire par les Etats (voire par l'Europe, si elle disposait d'instances de décision démocratiques). Ce droit est moralement inaliénable, au nom des fondements démocratiques des Etats modernes. Et les citoyens doivent être instruits pour être capables de contrôler l'action de l'Etat dans ce domaine.

Le retour à une économie plus saine peut amener transitoirement une certaine inflation et l'éclatement de bulles financières insensées. Le pouvoir doit donc accompagner les soubresauts, par exemple en ne laissant pas sans abri des milliers de familles dont les maisons ont été saisies et laissées vides.

L'arrêt des déséquilibres persistants implique aussi un rééquilibrage des échanges commerciaux. L'Europe doit donc se préparer au plus tôt à relocaliser ses productions industrielles et à réduire sa consommation de matières premières importées (minerais et énergie). Cela rejoint un objectif écologique essentiel et sera incontournable tôt ou tard. Au niveau international également, les pays du Sud doivent dével opper une autosuffisance leur permettant de récupérer en leur nom les

richesses du pays, telles que les mines et les terres, et ne plus dépendre de biens fournis à crédit par les pays du Nord. Les prêts aux Etats en monnaie étrangère devraient être pratiquement inexistants.

Cette relative autosuffisance de chaque pays passe naturellement par la protection de ses ressources naturelles et souvent par le contrôle de sa croissance démographique.

Michel JULIER
Physicien et ingénieur électronicien, autodidacte en politique monétaire et militant d'associations environnementalistes.
Membre du Cercle des économistes citoyens : http://ecosocietal.wordpress.com
Contact :